

de travail à faire. Peut-être qu'il n'y a tout simplement pas de situations pour satisfaire tout le monde." Il suffit de traverser le pays pour se rendre compte de ce qu'il y a à faire. Permettez-moi de m'exprimer de la façon suivante. En 1953, selon les chiffres fournis par le gouvernement lui-même, notre produit national brut s'établissait à près de 24 milliards de dollars; à la vérité, il dépassait légèrement 24 milliards. Notre population est approximativement de 15 millions. Un calcul très simple vous permet de constater que le produit national brut s'établit à \$1,600 par habitant, homme, femme ou enfant. Prenons la famille moyenne de quatre personnes. Notre calcul nous donne \$6,400 par famille.

Ceci revient à dire que notre nation a déjà produit ou est capable de produire des marchandises et des services en quantité suffisante pour fournir à chaque famille canadienne pour \$6,400 de marchandises et de services, si nous voulons utiliser tout en biens de consommation. Mais affectons le tiers de ce montant à la dépréciation et à l'expansion des immobilisations, proportion qui est regardée comme raisonnable. Il reste vrai que chaque famille, en moyenne aurait besoin d'un revenu de \$4,000,—\$4,400 environ,—pour racheter les marchandises et les services que nous avons déjà produits.

Regardons la statistique. Qu'y trouvons-nous. Nous nous rendons compte que 74 p. 100 de ceux qui, au Canada, gagnent un salaire, ont un revenu de moins de \$3,000. Nous nous rendons compte aussi que 40 p. 100 d'entre eux ont un revenu inférieur à \$2,000 et que 14 p. 100, même, ont un revenu qui ne dépasse pas \$1,000. Comment ces gens peuvent-ils acheter les choses qu'ils ont eux-mêmes produites? Il est normal que, dans ces conditions, il y ait un excédent apparent.

Je dis bien apparent, puisqu'il ne s'agit pas d'un excédent réel. Il suffit de voyager à travers le pays, comme nous le faisons presque tous à l'occasion, de pénétrer dans les villes ou de circuler dans les campagnes, pour nous rendre compte du grand nombre de familles qui n'ont juste, pour vivre, que le strict nécessaire. Combien de familles y a-t-il qui ne peuvent se permettre même ces quelques fantaisies, ces choses-là qui rendent la vie supportable, abstraction faite du vivre, du couvert et du vêtement? Combien y en a-t-il qui habitent des maisons qui ne sont même pas faites pour des humains? Combien d'écoles n'ont pas été repeintes depuis 50 ans? Combien d'hôpitaux nous faut-il encore? Combien de bonnes routes bitumées ne pourrions-nous pas encore utiliser dans notre pays? Songeons seulement aux centaines d'accidents qui se produisent tous les ans aux passages à niveau, où des trains et des auto-

mobiles entrent en collision. Qu'on songe au drame que cela représente.

Partout où on tourne son regard on trouve des choses à faire. Et pourtant certains de ces soi-disant chefs qui composent le Gouvernement nous disent: "Il faut que vous vous habituiez à la situation; il faut que vous vous fassiez à la concurrence." Contre qui sommes-nous en concurrence? Notre pays produit pour 24 milliards de marchandises par an et serait capable de produire peut-être beaucoup plus, si ce n'était que nous avons actuellement 500,000 personnes à ne rien faire. Si tout le monde travaillait, notre produit national dépasserait les 25 milliards. Pourtant, on nous dit qu'il faut nous habituer ou nous adapter à la concurrence. Contre qui sommes-nous en concurrence? Apparemment contre nous-mêmes. Les marchandises sont là; les services aussi. Ce qui manque, c'est le pouvoir d'achat,—je veux dire le pouvoir effectif d'achat,—aux mains de la population.

L'honorable député de Kootenay-Est (M. Byrne) a critiqué plus ou moins cet après-midi les députés de notre groupe pour avoir signalé ces questions au Gouvernement, à la Chambre et au pays, sans proposer rien de concret comme solution possible. Ce n'est pas exact, car des propositions ont été faites. Mais afin que personne ne croie que j'essaie de critiquer le Gouvernement sans rien proposer de concret à la Chambre, je vais formuler quelques propositions, en commentant l'une d'entre elles au moins.

Je crois qu'il y a cinq choses que le Gouvernement ou le Parlement pourrait faire et dont l'objet serait de fournir à la population le pouvoir d'achat dont elle a besoin. Permettez-moi de répéter qu'il suffirait en moyenne de \$4,400 par famille pour écouler notre production invendue; et ce n'est qu'une partie de notre production sous forme de biens de consommation, compte tenu d'un tiers pour la dépréciation et l'expansion. Je propose, premièrement, la réimposition de la régie des prix; deuxièmement, l'augmentation des pensions de vieillesse, des allocations familiales et des allocations aux anciens combattants. Troisièmement, nous pouvons réduire la taxe de vente, actuellement de 10 p. 100, et rétablir l'impôt sur les excédents de bénéfices; quatrièmement, que le Gouvernement mette en application un programme de grands travaux d'intérêt public; cinquièmement, qu'on abaisse le taux de l'intérêt, en vue de diminuer le coût des opérations commerciales.

Je m'arrête brièvement à l'un ou deux de ces points. D'abord la réglementation des prix. Un certain nombre de députés, siégeant des deux côtés de la Chambre, se sont déclarés contre la réglementation des prix.